



Partager les richesses  
c'est taxer les profits,  
pas notre niveau de vie

# La retraite régresse Les inégalités s'amplifient L'action doit continuer

L'opposition croissante à la contre-réforme des retraites se distingue des actions habituelles par une mobilisation impressionnante par sa durée, son unité, son ampleur, sa radicalité... et sa faculté à chercher, à essayer différentes formes pour être plus efficace.

## Mobilisation de grande ampleur dans la durée

La mobilisation unitaire contre le projet de loi a commencé avec une grève le 23 mars qui protestait déjà contre le calendrier trop serré et demandait des négociations sur l'ensemble des questions, notamment les pensions (prévues en baisse) et la réduction des inégalités...

L'action s'est amplifiée tout au long des journées de grèves et manifestations des 27 mai, 24 juin, puis avec une nouvelle vigueur dès la rentrée sociale, 7 et 23 septembre, 2 et 12 octobre. A chaque journée, pourtant trop éloignée de la précédente, la mobilisation a pris de l'ampleur, a trouvé un écho grandissant dans la population qui, au fur et à mesure en prenant conscience de l'injustice de cette contre-réforme, a soutenu, participé, approuvé et souhaité des actions y compris les plus radicales.

## Actions plus radicales

**Grèves reconductibles**, depuis le début, Solidaires a expliqué qu'une série de grèves de 24h ne suffirait pas, qu'il faudrait frapper le patronat à la caisse, bloquer l'économie. Les travailleurs des raffineries, du rail, et aussi une partie des routiers, des fonctionnaires de l'Etat et de l'hospitalière, des collectivités territoriales, des déchets, de l'énergie, et encore bien d'autres secteurs... ont reconduit la grève et tenu plusieurs semaines en espérant une généralisation.

La proposition de Solidaires de soutien à ces grèves a été refusée par les autres syndicats en dehors de la FSU. Faute d'un appel clair et unitaire de l'intersyndicale à la généralisation (que Solidaires seule demandait), pour ne pas s'essouffler, le mouvement reconductible a été suspendu, alors que, selon le ministre Borloo, nous étions « à deux doigts d'une absolue catastrophe économique ».

**Actions locales unitaires quotidiennes**, organisées par les intersyndicales ou des Assemblées générales intersyndicales qui ne veulent rien lâcher et cherchent à peser le plus fortement possibles : soutiens aux piquets de grève, informations massives, péages gratuits, filtrages ou blocages de camions, opérations escargots, blocages filtrants de zones industrielles et commerciales, actions symboliques ciblées sur des chambres de Commerce, des locaux du Medef ou de l'UMP...

## L'action continue

### Contre cette loi qui est inacceptable car :

- **elle est injuste** : elle baisse à nouveau les pensions alors qu'un million de retraité-e-s vit déjà en dessous du seuil de pauvreté ; elle amplifie les inégalités et frappe plus durement les plus précaires ; elle est la pire contre-réforme d'Europe en cumulant le recul des âges et l'allongement de la durée de cotisation pour un taux plein.
- **elle est illégitime** : N. Sarkozy s'est fait élire en promettant de ne pas toucher aux 60 ans. La négociation n'a pas eu lieu. Le débat a été bâclé au parlement, au sénat et dans les deux chambres réunies. L'affairisme règne avec les rapports Woerth Bettencourt et avec une loi qui offre 40 à 100 milliards aux fonds de pension gérés par le frère de N. Sarkozy...

### Contre la régression sociale généralisée

**Les retraites sont attaquées**, à la fois, pour plaire aux marchés financiers voulant la preuve que la rigueur sévit en France, et pour inciter fortement, voire obliger, à verser aux fonds de pensions.

**La régression sociale** se généralise par l'amplification de l'attaque continue de la protection sociale (franchises, non remboursements...), du pouvoir d'achat, des libertés...

**Le partage inégal des richesses** est devenu évident pour un grand nombre. Les coups bas en bas et les cadeaux en haut, ça ne passe plus ! Une majorité de la population n'accepte plus la régression sociale alors qu'une autre politique, plus juste et plus égalitaire, permettrait le progrès social.

Tout pousse à une action permanente, continue, sous différentes formes et susceptible d'une explosion pour imposer une autre politique. Les actions interprofessionnelles qui se poursuivent attestent bien que la lutte continue, mais que nous sommes entrés dans une nouvelle phase, qui succède à celle ouverte le 12 octobre, caractérisée par une grève reconductible portée par de nombreux secteurs. Oui, « l'incendie » que l'on espérait n'a pas eu lieu, mais de façon visible, le « feu » n'est pas éteint !

**Une nouvelle journée de mobilisation unitaire aura lieu le 23 novembre.** Les salariés doivent s'en emparer pour faire de nouveau entendre leur voix. Le mouvement contre la « réforme » des retraites a posé la question fondamentale du partage de la richesse produite. Cette question n'a pas été résolue. **Continuons ! Ensemble, ne lâchons rien !**